

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) concourt au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finals dans le cadre de la construction d'un marché européen et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique française.

La direction des affaires juridiques (DAJ) a pour mission de veiller à la sécurité et à la régularité juridique des décisions de la Commission. Elle assure l'instruction des règlements de différends soumis au CoRDIS. Elle suit les recours contentieux formés contre les décisions des deux collèges de la CRE.

Le département « accès aux marchés » de la DAJ analyse les problématiques juridiques relatives au marché de détail (tarifs réglementés, relations gestionnaires de réseaux –fournisseurs, ARENH, mécanisme de capacité, surveillance), à la surveillance des marchés de gros, à l'équilibrage et au couplage de marché. Le département mène également des travaux européens dans le cadre de la coopération entre les régulateurs de l'Union européenne (participation active aux groupes de travail juridiques).

### ACTIVITES PRINCIPALES

Au sein du département « accès aux marchés », sous l'autorité du chef de département, le juriste est en charge des missions suivantes :

- ▶ Réaliser des études juridiques en collaboration avec les directions opérationnelles sur des sujets dont est saisi le département et se rapportant aux tarifs réglementés de vente, à l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique, au marché de capacité et au marché de détail.
- ▶ Participer à la surveillance des marchés de gros et notamment à l'application du règlement UE 1227/2011 du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie, en étroite collaboration avec la direction opérationnelle concernée.
- ▶ Apporter son expertise en droit économique et droit de la régulation.
- ▶ Assurer une veille juridique européenne et nationale.
- ▶ Travailler en contact avec l'ensemble des services de la CRE et le cas échéant avec les services de la Commission européenne ou de l'ACER, ainsi que ceux des autres régulateurs européens et des entreprises du secteur de l'énergie.
- ▶ Participer, le cas échéant, aux groupes de travail européens sur les sujets suivis par le chargé de mission.
- ▶ Contribuer en tant que de besoin à la rédaction des écritures présentées par la CRE devant les juridictions.

### COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

- ▶ Très bonnes connaissances en droit de la concurrence, en droit économique et/ou de la régulation.
- ▶ Connaissance des problématiques liées aux secteurs régulés, en particulier de l'électricité ou du gaz
- ▶ Capacité à travailler en langue anglaise tant à l'écrit qu'à l'oral.
- ▶ Rigueur, aisance rédactionnelle, capacité d'analyse de sujets complexes à fort contenu technique, capacité de synthèse et d'adaptation, sens de la pédagogie, travail en équipe.

### PROFIL DU CANDIDAT

- ▶ Formation : diplômé(e) d'un master relevant d'une spécialité en droit économique
- ▶ Expérience souhaitée : minimum 4 ans d'expérience

### CARACTERISTIQUES DU POSTE

- ▶ CDD (agent contractuel de l'État) de 3 ans renouvelable 1 fois. Le poste peut être pourvu par détachement sur contrat (CDD) ou mise à disposition d'un fonctionnaire titulaire d'une des fonctions publiques.
- ▶ Rémunération selon profil et expérience.
- ▶ Localisation du poste : 15 rue Pasquier, 75008 Paris. Des déplacements sont à prévoir occasionnellement en France et en Europe.
- ▶ Candidature (CV + lettre) à adresser à la direction des ressources humaines par mail : [drh-recrutement@cre.fr](mailto:drh-recrutement@cre.fr)